



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Secteur de
l'éducation



Réunion mondiale sur l'éducation 2020

Session extraordinaire sur l'éducation post-COVID-19

Document de référence

Présentation

La pandémie de COVID-19 a suscité les plus graves perturbations des systèmes éducatifs de l'histoire. Dans sa Note de synthèse publiée le 4 août, le Secrétaire général des Nations Unies a averti d'une « catastrophe générationnelle » susceptible de miner les décennies de progrès réalisés et d'aggraver les inégalités ancrées, appelant les autorités nationales et la communauté internationale à unir leurs efforts pour mettre l'éducation au premier plan des programmes de relance et protéger les investissements dans l'éducation.

Bien que l'évolution de la crise sanitaire mondiale reste incertaine, l'engagement politique collectif doit être galvanisé au plus haut niveau pour donner, pendant la phase de relance, la priorité à l'éducation afin d'accélérer les progrès de l'Agenda ODD 4-Éducation 2030 pendant la Décennie d'action des Objectifs de développement durable d'ici 2030. C'est dans ce contexte que l'UNESCO, conformément aux dispositions du Cadre d'action Éducation 2030 et avec le soutien des gouvernements du Ghana, de la Norvège et du Royaume-Uni, convoque une session extraordinaire de la Réunion mondiale sur l'éducation (GEM 2020) dans le but de susciter un engagement autour d'actions prioritaires destinées à atténuer les pertes d'apprentissage, à protéger le financement de l'éducation et à renforcer la résilience des systèmes éducatifs, en insistant davantage sur l'équité et l'inclusion.

Les thèmes de la Réunion GEM 2020 sont fondés sur des données probantes et sur les recommandations contenues dans la Note de synthèse du Secrétaire général des Nations Unies et dans le Livre blanc de la campagne #SauvezNotreAvenir, tout en préservant la pertinence universelle, la perspective tout au long de la vie, le caractère holistique et humaniste de l'Agenda ODD 4-Éducation 2030.

Table des matières

Thème 1. Protéger le financement national et international de l'éducation	3
Thème 2. Rouvrir les écoles en toute sécurité.....	9
Thème 3. Mettre l'accent sur l'inclusion, l'équité et l'égalité des genres	14
Thème 4. Réinventer l'enseignement et l'apprentissage	18
Thème 5. Exploiter une connectivité et des technologies équitables pour l'apprentissage	22
Montrer la voie à suivre : la coopération mondiale pour l'éducation dans un monde post-COVID-19	26

Crédits photos de la page de couverture: © Kwame Amo/Shutterstock.com

Thème 1. Protéger le financement national et international de l'éducation

Contexte

La crise sanitaire est aussi une crise de l'économie et de l'éducation. La pandémie de COVID-19 a submergé les capacités de nombreux systèmes de santé nationaux. Les incertitudes concernant la contagiosité et la mortalité liées à cette maladie ont conduit les gouvernements, à travers le monde, à imposer des confinements, menaçant des milliards de moyens d'existence, et à fermer les écoles et les universités, demandant à 1,6 milliard d'élèves de rester chez eux. La crise économique et celle de l'éducation ont été alimentées par de multiples inégalités profondes qui ont soudainement été mises en relief.

Le COVID-19 va ralentir les progrès vers l'Objectif de développement durable 4 (ODD 4) et des ressources supplémentaires vont être nécessaires pour atténuer son impact. Avec une durée moyenne de fermeture des établissements d'enseignement de 60 jours,¹ l'expérience de crises antérieures suggère que les progrès vers les cibles clés de l'ODD 4, qui n'étaient déjà pas en bonne voie,² vont ralentir, voire s'inverser. Certains élèves marginalisés risquent de ne pas retourner à l'école lorsque celle-ci rouvrira, tandis que tous les élèves – et en particulier les plus défavorisés – auront besoin de soutien pour rattraper le temps perdu. Selon l'enquête conjointe UNESCO-UNICEF-Banque mondiale, on estime que 31 % des apprenants des pays à revenu faible et intermédiaire n'ont pas bénéficié d'un apprentissage à distance.³ Même lorsque la poursuite de l'apprentissage a eu lieu, celui-ci a été un pâle substitut à l'enseignement en classe. En outre, il y a des coûts dont il faut tenir compte pour rouvrir les établissements en toute sécurité. Cela étant, en dépensant davantage maintenant, les gouvernements peuvent empêcher les pires impacts de cette crise sur l'éducation, ce qui réduira les coûts ultérieurs et assurera un meilleur avenir aux apprenants de la génération COVID-19. Le rapport de la Banque mondiale estime à 10 trillions de dollars américains la perte de revenus pour cette génération d'apprenants, au fil du temps.⁴

Les réponses immédiates au COVID-19 n'ont pas intégré l'éducation

Une crise financière sans précédent a frappé le Nord et le Sud. Un coup d'arrêt brutal a été porté à l'activité économique, et ses effets de longue durée sur le commerce et les autres secteurs restent incertains. On anticipe une lourde récession accompagnée d'effets négatifs sur la capacité de collecte de recettes publiques et d'allocations budgétaires. Le Nord global devrait en toute vraisemblance être le plus durement touché : son PIB devrait baisser de 8 % en 2020, selon les Perspectives de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (FMI) de juin 2020.⁵ Mais le ralentissement économique touche aussi le Sud global de bien des manières : alors que l'on s'attend à une baisse de 3 % de son PIB, des effets variables se feront ressentir, avec des conséquences considérables pour la distribution de principaux flux financiers, y compris l'investissement direct étranger, l'endettement privé et les portefeuilles d'investissement, les envois de fonds des migrants et l'aide publique au développement (APD).

¹ Nations Unies. 2020. UN News - [Emergency for global education, as fewer than half world's students cannot return to school](#). New York : Nations Unies

² UNESCO. 2019. [Respecter les engagements : les pays sont-ils en bonne voie d'atteindre l'ODD 4 ?](#). Paris : UNESCO

³ UNICEF. 2020. [COVID-19: Are children able to continue learning during school closures?](#) New York : UNICEF

⁴ Banque mondiale. 2020. [Simulating the potential impacts of COVID-19 school closures on schooling and learning outcomes: A set of global estimates](#), Washington, DC : Banque mondiale

⁵ FMI. 2020. [Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale](#). Washington, DC : FMI

Des plans de relance massifs ont été élaborés pour faire face à la crise. Les gouvernements ont rapidement réagi à la récession, annonçant des interventions massives pour protéger les travailleurs et leurs familles touchés par le confinement, afin de sauvegarder les secteurs d'activité les plus affectés par la crise et de promouvoir la transition d'activités en déclin vers d'autres activités ayant un potentiel de croissance. Au total, 1 055 mécanismes de protection sociale ont été mis en place dans pratiquement tous les pays entre mars et la mi-juillet, dans trois grandes catégories : l'aide sociale (ex. transferts monétaires ou en nature), les programmes d'assurance sociale et du marché du travail (ex. mesures d'accompagnement portant sur les salaires).⁶ Dans le même temps, tous les pays ont annoncé des plans de reprise fondés sur des plans de relance budgétaire, souvent complétés par des mesures monétaires et macro financières ou portant sur leur taux de change ou leur balance des paiements.⁷

L'éducation et la formation se voient attribuer une part mineure des plans de relance. Selon une compilation, le financement de la réponse au COVID-19 jusqu'à la mi-septembre s'élève à 20,4 trillions de dollars, qui proviennent principalement des gouvernements (59 %) et des donateurs multilatéraux (36 %). L'éducation ne reçoit que 19,2 milliards de dollars, soit 0,09 %. La majeure partie de ce financement provient de donateurs multilatéraux (84 %), soit 0,22 % de leur réponse, contre 0,015 % pour les gouvernements.⁸ Les informations obtenues au niveau des pays confirment ce manque d'intérêt relatif pour l'éducation. Les quelques programmes de protection sociale en rapport avec l'éducation, tels que les programmes de repas scolaires dans 27 pays et les programmes de formation dans 23 pays, sont concentrés en Europe et en Asie de l'Est, qui disposaient déjà de systèmes de formation plus solides avant la crise.⁹ Selon l'outil de suivi des politiques du FMI, seuls 37 des 196 pays incluent l'éducation ou la formation dans leurs plans de relance budgétaire, dont 13 pays à revenu élevé, 12 pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, 7 pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et 5 pays à revenu faible.¹⁰

Une baisse importante des dépenses publiques d'éducation est attendue

Les gouvernements, les principaux financeurs de l'éducation, sont confrontés à de multiples contraintes budgétaires. Selon le Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2019, on estime que les dépenses annuelles consacrées à l'éducation s'élevaient à 4,7 trillions de dollars à travers le monde. À l'échelle mondiale, les gouvernements représentent 79,3 % des dépenses totales, les ménages 20,4 % et les donateurs 0,3 % (bien que les donateurs représentent 12 % des dépenses dans les pays à revenu faible¹¹). Dans la mesure où l'on s'attend à ce que l'impact économique du COVID-19 soit bien plus sévère que celui de la crise financière mondiale de 2008, la capacité des gouvernements à accroître leurs recettes sera confrontée à de graves contraintes, tandis que l'éducation devrait continuer à rencontrer une forte concurrence de la part des autres secteurs, même après la mobilisation des plans de relance.

⁶ Gentilini et al. 2020. [Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A real-time review of Country Measures](#).

Washington, DC : Banque mondiale

⁷ FMI. 2020. [Policy Tracker](#). Washington, DC : FMI

⁸ Devex. 2020. Funding the response to COVID-19.

<https://public.tableau.com/profile/devexdevdata#!/vizhome/COVIDFundingvisualisation/COVID-19funding> (consulté le 22 septembre 2020)

⁹ Gentilini et al. 2020. [Social Protection and Jobs Responses to COVID-19 : A real-time review of Country Measures](#).

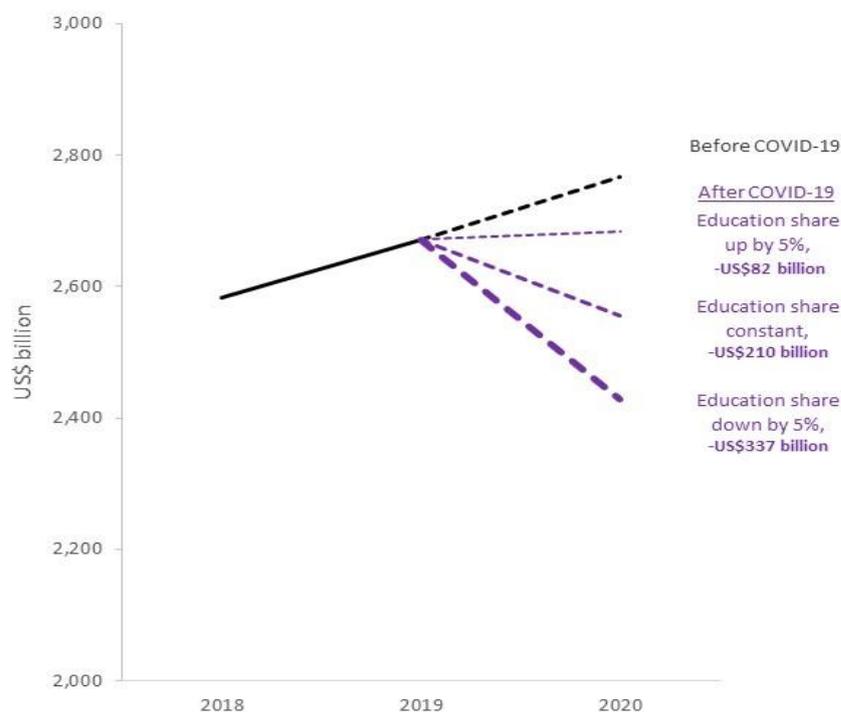
Washington, DC : Banque mondiale

¹⁰ FMI. 2020. [Mise à jour des perspectives de l'économie mondiale](#). Washington, DC : FMI

¹¹ UNESCO. 2018. [Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2019 : Migration, déplacement et éducation : bâtir des ponts, pas des murs](#). Paris : UNESCO

Figure 1. Même si les gouvernements préservent la part budgétaire revenant à l'éducation, les dépenses pourraient baisser de 8 % en 2020

Dépenses publiques d'éducation dans le cadre de scénarios alternatifs concernant la part budgétaire de l'éducation en 2020



Légendes :

Milliards de dollars américains

De haut en bas :

Avant le COVID-19

Après le COVID-19

Hausse de la part de l'éducation de 5 %, - 82 milliards de dollars

Part de l'éducation constante, - 210 milliards de dollars

Baisse de la part de l'éducation de 5 %, - 337 milliards de dollars

Note : Les estimations concernent 132 pays représentant 60 % du PIB.

Source : Calculs de l'UNESCO basés sur les données de l'ISU et les données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI (octobre 2019 et avril 2020)

Même si la part de l'éducation dans les budgets reste inchangée, les dépenses publiques d'éducation pourraient être inférieures de 8 % en 2020. À l'échelle mondiale, la part de l'éducation dans les budgets publics est restée constante, aux environs de 14,5 %, au cours des deux dernières décennies.¹² Même si les pays maintiennent la part de l'éducation dans leur budget au même niveau en 2020, la baisse du PIB et des recettes fiscales peut entraîner une baisse de 8 % des dépenses publiques d'éducation, soit une diminution de 210 milliards de dollars, ce qui les porte à un niveau inférieur à celui de 2019, selon les estimations de l'UNESCO basées sur les données du FMI et de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU).¹³ Si cette part baisse de 5 % parce que les pays choisissent d'accorder la priorité à la santé ou à la protection sociale, les niveaux de dépenses d'éducation dans ces pays pourraient diminuer de 12 % ou 337 milliards de dollars (**Figure 1**).

¹² UNESCO. 2020. [Rapport mondial de suivi sur l'éducation, 2020 : Inclusion et éducation : tous sans exception](#). Paris : UNESCO.

¹³ UNESCO. 2020. L'impact du COVID-19 sur les ressources publiques pour l'éducation. Paris : UNESCO

Les pays doivent résister aux pressions cherchant à réduire les budgets de l'éducation

Le déficit de financement pour réaliser l'ODD 4 dans les pays les plus pauvres du monde était déjà élevé. Les progrès réalisés dans la réalisation des cibles de l'ODD 4 étant inférieurs aux attentes, l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation a estimé que le coût total de la réalisation de l'ODD 4 dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure d'ici 2030, avant même la crise du COVID-19, était d'environ 5 trillions de dollars, soit plus ou moins au même niveau qu'estimé en 2015.¹⁴ Sur un coût annuel de 504 milliards de dollars, on estime que 356 milliards de dollars seraient couverts par les ressources de financement national disponibles, ce qui laisse un déficit de financement annuel de 148 milliards de dollars, soit 29 % du coût total.

L'impact du COVID-19 sur l'éducation accumule les coûts supplémentaires. Déjà confrontés à un important déficit de financement dans leurs efforts pour réaliser l'ODD 4, les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure, tout comme les pays les plus riches, sont maintenant confrontés au défi supplémentaire du COVID-19. On dénombre quatre principaux facteurs de coût liés au COVID-19. En premier lieu, des cours de soutien sont nécessaires pour remédier à la perte d'apprentissage, en particulier pour les élèves défavorisés qui ont suivi moins de cours à distance ou qui avaient un cadre d'apprentissage inadéquat à la maison. Deuxièmement, les pays devront concevoir et mettre en œuvre des stratégies de rescolarisation, notamment des campagnes nationales et des incitations pour encourager les élèves marginalisés à retourner à l'école, faute de quoi 16 millions d'enfants en âge d'être scolarisés dans le préprimaire, le primaire et le secondaire pourraient abandonner les études.¹⁵ Troisièmement, même si des stratégies de rescolarisation sont déployées, certains élèves ne retourneront pas à l'école et les gouvernements devront donc proposer des solutions d'éducation de la deuxième chance. Quatrièmement, les écoles et les salles de classe auront besoin d'infrastructures et d'équipements neufs ou remis à neuf, et peut-être de personnels enseignants et auxiliaires supplémentaires pour se conformer aux protocoles de santé publique ; en 2018, seulement 24 % des écoles dans la moyenne des pays à revenu faible et 73 % dans la moyenne des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure disposaient d'installations de base pour l'hygiène des mains.

Les scénarios de fermeture des écoles et de croissance économique auront une incidence sur le coût de la reprise de l'éducation. L'impact de ces quatre facteurs de coûts sur le coût final de la réponse éducative au COVID-19 sera fonction de deux facteurs exogènes. En premier lieu, plus la fermeture des écoles sera prolongée, plus le coût sera élevé car il faudra empêcher un plus grand nombre d'élèves de décrocher précocement, et plus les pertes d'apprentissage seront élevées. Deuxièmement, plus les confinements et les contraintes annexes sur l'activité économique seront longs, plus l'effet sur le PIB, les recettes publiques et les capacités de dépenser sera négatif.

Les coûts de la réponse au COVID-19 représentent jusqu'à 31 % du déficit de financement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure. Les scénarios probables incluent une durée de fermeture des écoles de 20 ou 30 semaines, avec deux trajectoires de croissance économique possibles : dans le premier cas, un ralentissement de la croissance en 2020 suivi d'un retour à la trajectoire antérieure, qui persistera jusqu'en 2030 ; dans le second cas, plus grave, deux épisodes de croissance négative suivis d'un rebond. Dans ces scénarios, les besoins de financement supplémentaire se situent entre 60 et 335 milliards de dollars, alors même que les dépenses publiques consacrées à l'éducation diminueront de 120 à 260 milliards de dollars, ce qui fera passer le déficit de

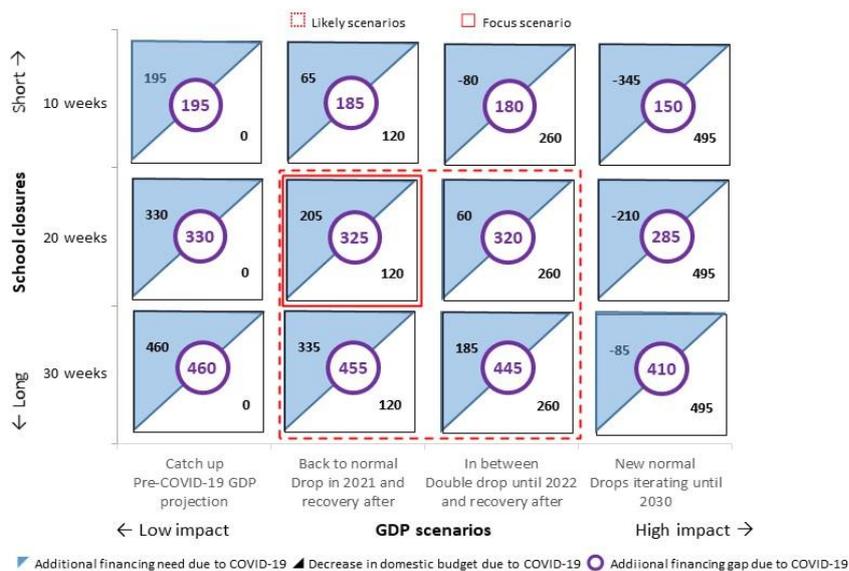
¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Nations Unies. 2020. [Note de synthèse : l'Éducation pendant le COVID-19 et au-delà \(en anglais\)](#). New York : Nations Unies

financement de 320 à 455 milliards de dollars sur la période de 10 ans jusqu'en 2030 (**Figure 2**). Par rapport au déficit de financement annuel pré-COVID-19 égal à 148 milliards de dollars, cela équivaut à une hausse de 22 % à 31 %.

Figure 2 : Dans le cadre de scénarios alternatifs de fermeture des écoles et d'impact sur le PIB, le COVID-19 aura pour effet d'accroître le déficit de financement pour la réalisation de l'ODD 4

Besoins de financement supplémentaire, baisse du budget national et déficit de financement supplémentaire dû au COVID-19 dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure, 2020-2030, pour chaque scénario de fermeture des écoles et de PIB, en milliards de dollars américains



Légendes :

Axe horizontal haut :

Scénarios possibles

Scénario d'intérêt

Axe vertical :

Fermeture des écoles, de haut en bas : courte, longue

10 semaines

20 semaines

30 semaines

Axe horizontal inférieur :

Projection de rattrapage, PIB pré-COVID-19

Retour à la normale, ralentissement en 2021 suivi d'une reprise

Période intermédiaire, double ralentissement jusqu'en 2022 suivi d'une reprise

Nouveau normal, ralentissements à répétitions jusqu'en 2030

Faible impact

Scénarios PIB

Fort impact

Besoin de financement supplémentaire dû au COVID-19

Baisse du budget national due au COVID-19

Déficit de financement supplémentaire dû au COVID-19

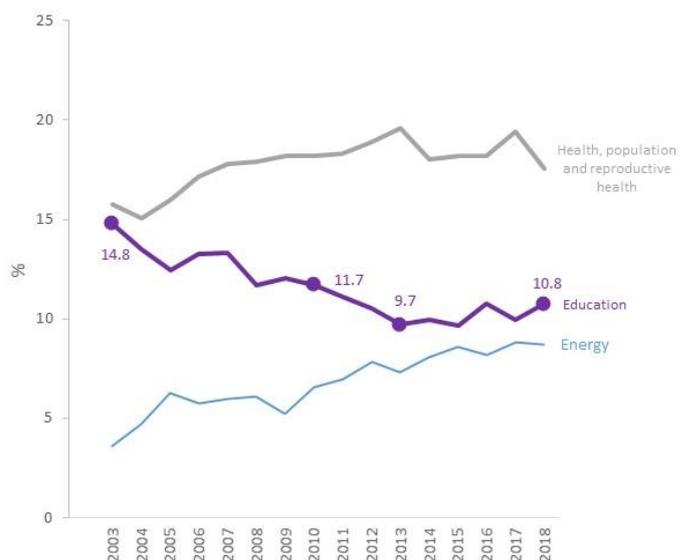
Source : Calculs de l'Équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation

Les donateurs doivent résister aux pressions cherchant à réduire l'aide à l'éducation

L'aide à l'éducation a diminué lors de l'importante crise financière de 2008 parce que les donateurs n'ont pas priorisé l'éducation. La part totale de l'APD n'a pas été touchée par la crise financière de 2008 : elle est restée constante à environ 0,3% du revenu national brut des pays du CAD de l'OCDE pour les 15 dernières années, bien en-dessous de l'objectif de 0,7%. L'aide à l'éducation a toutefois atteint un sommet en 2010, mais elle est restée inférieure de 9 % à ce niveau en 2014 avant de rebondir à 15,6 milliards de dollars en 2018, le montant le plus élevé jamais enregistré. Cependant, la baisse de l'aide à l'éducation résulte du fait que l'éducation a perdu du terrain en tant que priorité des donateurs, sans rapport avec la crise financière : la part de l'éducation dans l'APD est passée de 14,8 % en 2003 à 9,7 % en 2013. Depuis cette date, elle s'est un peu redressée, remontant à 10,8 %, mais elle reste en-dessous des niveaux de 2010. En revanche, des secteurs comme l'énergie (passant de 3,6 % en 2003 à 8,7 % en 2018) et la santé, la population et la santé de la reproduction (passant de 15 % en 2004 à 19,6 % en 2013) ont réalisé des gains (**Figure 3**).

Figure 3. L'éducation a perdu du terrain dans les priorités des donateurs et n'a pas encore retrouvé sa part

Part des secteurs sélectionnés dans les aides pouvant être allouées, 2003-2018



Légende :

Santé, population et santé de la reproduction

Éducation

Énergie

Source : Analyse de l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation sur les pays relevant du CRS (Modèle de convention de l'OCDE sur l'échange de renseignements en matière fiscale) (2020)

L'aide à l'éducation pourrait ne pas retrouver son niveau de 2018 avant 2024. La crise financière actuelle est beaucoup plus grave pour les pays donateurs, car la récession de 2020 pourrait être au moins deux fois plus importante que celle de 2008. Les programmes de développement dans l'éducation peuvent être touchés de deux manières. D'une part, la récession va réduire l'aide totale allouée et d'autre part, les donateurs peuvent choisir de prioriser d'autres secteurs pour répondre à la pandémie. Même si l'on ne prend pas en compte ce deuxième risque, l'aide à l'éducation risque quand même de baisser de 12 %, soit jusqu'à 2 milliards de dollars en 2020-2022. Ce scénario verrait un retour aux niveaux de 2018 pour l'aide à l'éducation, mais pas avant 2024.

Thème 2. Rouvrir les écoles en toute sécurité

Impact du COVID-19

Après plusieurs mois de fermeture, les pays du monde entier sont en train de rouvrir ou de planifier la réouverture des écoles et des autres établissements d'enseignement dans le cadre d'efforts plus vastes pour freiner la propagation du COVID-19. Dans ce contexte, les gouvernements, en collaboration avec leurs partenaires de développement et d'autres parties prenantes, explorent et travaillent à la conception des méthodes les plus appropriées pour mettre en œuvre des protocoles sanitaires et des mesures de distanciation physique basés sur les meilleures données probantes disponibles afin d'assurer la sécurité et de lutter contre la pandémie, tout en assurant une transition en douceur des programmes d'enseignement afin d'atteindre les objectifs d'apprentissage.

La protection de la santé physique et mentale de la population scolaire et sa préparation en vue d'un éventuel rebond du virus sont autant de préoccupations communes à tous les pays indépendamment de leur contexte. Parmi les autres défis à relever, mentionnons les conséquences du COVID-19 et de l'isolement social prolongé, tant pour le système d'éducation que pour la communauté scolaire. La fermeture des écoles a engendré une perturbation majeure de la vie des enfants, affectant leur développement et leur bien-être socio-émotionnels, ainsi que leur vie sociale et leurs relations à l'école, ce qui nécessitera une attention particulière lorsque les écoles rouvriront leurs portes.

L'une des conditions essentielles à la réouverture est d'assurer un retour en toute sécurité dans les locaux scolaires, la mise en œuvre de mesures de lutte contre l'infection, telles que la distanciation physique et les mesures d'hygiène respiratoire et des mains dans les locaux scolaires et les transports. Tant que le virus continue de circuler, la fermeture et la réouverture des écoles peuvent devenir de plus en plus courantes dans le contexte du COVID-19.

L'expérience de la plupart des économies à revenu élevé montre un impact mesurable faible, voire nul, de la réouverture des écoles sur l'augmentation des taux de transmission communautaires. Dans les établissements d'enseignement primaire en particulier, la transmission mesurable a été limitée chez les enfants ou entre les enfants et les adultes. Les données émergentes provenant de l'Afrique de l'Est et australe suggèrent également que les écoles n'ont pas été associées à une hausse significative de la transmission communautaire. Toutefois, lorsque les taux de transmission locaux sont plus élevés ou qu'il n'est pas possible d'appliquer universellement des mesures de sécurité – du fait de la surpopulation dans les salles de classe, du manque d'eau, d'installations d'assainissement et d'hygiène (WASH) ou de services de transport scolaire bondés – la prise de décision devient plus complexe. Il faut par ailleurs prendre en considération différentes conditions des pays à faible revenu, telles que les salles de classe surpeuplées, une mauvaise aération et un manque de moyens pour mettre en œuvre la distanciation physique et la lutte contre l'infection, et la prévalence de ménages comprenant à la fois des personnes âgées et des enfants.

Au niveau pédagogique, les préoccupations immédiates lors de la réouverture des établissements d'enseignement comprennent la perte d'apprentissage, la façon d'évaluer celle-ci et d'offrir des mesures de soutien scolaire, l'exacerbation des clivages et des inégalités d'apprentissage existantes, l'émergence de nouvelles inégalités et un risque accru de décrochage scolaire. La gestion de la transition de la rescolarisation nécessitera des mesures correctives et des ajustements possibles, y compris des changements dans le calendrier scolaire, les objectifs d'apprentissage, les modalités d'exécution, les pratiques d'évaluation et de certification. Du point de vue administratif et de gestion du personnel, il faudra traiter l'absentéisme et les pertes potentielles de personnel éducatif, la nécessité d'un personnel supplémentaire pour mettre en œuvre les mesures de distanciation physique, la charge de travail des enseignants et la demande de compétences supplémentaires pour

les enseignants, par exemple, dans les modalités hybrides de prestation éducative et le soutien psychosocial. La tâche difficile d'assurer la continuité pédagogique dans un contexte de crise, souvent avec des ressources et une formation limitées ou nulles, exige un examen plus approfondi de la façon dont les enseignants ont été préparés et soutenus pendant la période de fermeture des écoles et des leçons tirées de cette situation, qui seront appliquées une fois les écoles rouvertes.

Les décisions relatives à la continuité pédagogique en présentiel diffèrent d'un pays à l'autre, car elle dépend dans une large mesure du calendrier scolaire. Dans certains pays, la réouverture des écoles a coïncidé avec la fin de l'année scolaire ; dans d'autres, elle s'est produite au début ou au milieu de l'année. Cela a créé dans chaque contexte des considérations et des priorités différentes. Diverses directives et ressources ont déjà été produites concernant la réouverture des écoles, qui répondent aux principales préoccupations en termes de calendrier scolaire, de conditions et de processus, selon le niveau de préparation du système éducatif et de la population scolaire à reprendre l'apprentissage en classe, en particulier le *Cadre commun pour la réouverture des écoles* de l'UNESCO, l'UNICEF, la Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial (PAM)¹⁶ qui sert de référence majeure à ce sujet.

Enseignements dégagés

Les stratégies de retour à l'école doivent assurer la préparation des systèmes éducatifs à la réouverture des écoles et à la continuité pédagogique, ainsi que la résilience du système pour anticiper, réduire le risque et faire face à une éventuelle recrudescence du virus ou à d'autres crises. Les principales mesures prises par les systèmes éducatifs pour assurer une réouverture sécurisée des écoles sont les suivantes :

- 1) Protéger contre l'infection
- 2) Prendre soin du bien-être physique, mental et psychosocial
- 3) Soutenir l'apprentissage et le processus d'apprentissage
- 4) Préparer à une recrudescence et aux crises futures

S'agissant de la réouverture des écoles, l'approche « consulter, coordonner et communiquer » est essentielle. Les chefs d'établissement devraient consulter et communiquer avec la communauté de façon active, transparente et large pour assurer une transition en douceur vers la rescolarisation, pour ne laisser personne de côté. La réouverture des écoles doit être préparée et planifiée à l'avance, à commencer par une évaluation méticuleuse de la situation sanitaire et des capacités d'adaptation, l'élaboration ou l'actualisation d'un plan d'urgence fondé sur des faits et des données probantes, l'instauration de protocoles et de procédures et la formation des directeurs d'école et des enseignants à ce sujet et l'ajustement des orientations et des interventions à la lumière de l'évolution des situations sanitaires.

Vous trouverez ci-dessous les enseignements dégagés des crises passées et actuelles, pouvant servir aux systèmes éducatifs comme éléments concrets à retenir pour la mise en œuvre du retour à l'école. Cette liste non exhaustive peut être complétée par d'autres mesures adaptées aux contextes et aux besoins locaux.

Protéger contre l'infection

Empêcher la recrudescence du COVID-19 continue d'être la priorité absolue des systèmes éducatifs au moment de rouvrir les écoles. Des protocoles sanitaires comprenant des mesures d'hygiène claires et des directives concernant la prévention, la détection et le contrôle de l'infection, devraient être

¹⁶ UNESCO, UNICEF, Banque mondiale, PAM. 2020. [Cadre pour la réouverture des écoles](#). Paris : UNESCO

produits et communiqués aux écoles, aux familles et aux tuteurs. Une stratégie clé recommandée et désormais employée dans de nombreux pays est appelée « cohorte » (garder les apprenants et les enseignants en petits groupes qui ne se mélangent pas, également appelés bulles, capsules, cercles, équipes sûres). Selon cette approche, si un apprenant ou un enseignant développe des symptômes ou qu'il est confirmé que cette personne est porteuse du virus, seule sa bulle devra se mettre en quarantaine et se faire tester si possible.¹⁷ D'autres stratégies incluent l'échelonnement des horaires de la journée scolaire (ex. début/fin, récréations, pauses toilettes, repas) et la présence physique en alternance (ex. jours alternatifs, vacances alternatives).

Des efforts particuliers devraient être déployés pour atteindre les groupes vulnérables susceptibles d'avoir moins accès aux canaux d'information. Les gestionnaires des écoles doivent sensibiliser la population scolaire et veiller à ce que ces protocoles sanitaires soient mis en œuvre. Les ressources disponibles à ce sujet comprennent le *Cadre* commun susmentionné et le document intitulé *Considerations for school-related public health measures in the context of COVID-19*,¹⁸ publiés par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNICEF et l'UNESCO, ainsi que d'autres partenaires.¹⁹

Les systèmes éducatifs devraient préparer des politiques, des procédures et des plans de financement essentiels pour améliorer la scolarisation, en mettant l'accent sur la sécurité des opérations ; investir dans l'eau, l'assainissement et l'hygiène afin d'atténuer les risques ; et mettre en œuvre un suivi actif des indicateurs de santé qui soit élargi pour englober le bien-être et la protection.

Accompagnement du bien-être physique, mental et psychosocial

Le personnel éducatif et les apprenants vont reprendre le chemin de l'école après des mois de confinement, d'isolement social et de contact direct ou indirect avec le COVID-19. L'accompagnement de leur bien-être physique, mental et psychosocial devrait constituer une priorité pour assurer leur préparation à l'enseignement et à l'apprentissage.

La fermeture prolongée des écoles a provoqué une interruption majeure dans la vie des enfants. L'école est un espace important pour leur développement, non seulement parce qu'elle facilite l'apprentissage, mais aussi en tant qu'espace de socialisation, de protection et de développement socio-émotionnel. Le manque d'accès à l'école peut, dans certains cas, signifier aussi le manque d'accès à la nourriture, à la protection et à la santé ainsi qu'à d'autres services sociaux, ce qui est particulièrement préjudiciable pour les enfants qui vivent dans des foyers défavorisés ou à risque. L'isolement social imposé par les mesures de confinement a également tenu les enfants à l'écart d'activités vitales pour leur développement, telles que le jeu et l'interaction sociale. Une enquête de Save the Children auprès de plus de 6 000 enfants et parents de Finlande, d'Allemagne, d'Espagne, du Royaume-Uni et des États-Unis d'Amérique révèle que près d'un enfant sur quatre est en proie à l'anxiété, et beaucoup sont en risque de dépression.²⁰

Les problèmes de santé compromettent la capacité d'apprentissage des enfants et les écoles doivent offrir des approches holistiques pour répondre à leurs besoins d'apprentissage, de santé physique et socio-émotionnelle. Il est également important de promouvoir la santé sexuelle et reproductive et les

¹⁷ OMS. 2020. [Considerations for school-related public health measures in the context of COVID-19 \(en anglais\)](#). Genève : OMS

¹⁸ OMS. 2020. [Considerations for school-related public health measures in the context of COVID-19 \(en anglais\)](#). Genève : OMS

¹⁹ Global Education Cluster. 2020. [Safe back to school : A Practitioner's Guide](#). GEC. Cadre systémique pour réduire la transmission du SRAS-CoV-2 dans les écoles rouvertes. Lancet Child and Adolescent Health (Opinion)

²⁰ Save the Children. 2020. Communiqué de presse 2020. <https://www.savethechildren.org/us/about-us/media-and-news/2020-press-releases/children-at-risk-of-psychological-distress-from-coronavirus-lockdown> (consulté le 22 septembre 2020)

droits de tous les jeunes à une éducation sexuelle complète ; d'assurer l'accès des adolescents aux produits et services de santé sexuelle et reproductive, tels qu'un soutien en ligne et par le biais de lignes d'assistance téléphonique ; et d'orienter les familles vers des ressources en ligne existantes et de bonne qualité. Les options comprennent le recours à des spécialistes de la santé pour soutenir les élèves, en particulier ceux qui sont issus de milieux vulnérables²¹ et de consacrer les premières semaines du retour à l'école à l'évaluation de l'état émotionnel des élèves et de les aider à affronter leur ressenti (ex. Mexique). En France, le ministère de l'Éducation nationale a publié un guide sur la façon de gérer les émotions des élèves.²² En Chine, le ministère de l'Éducation a publié des directives pour renforcer l'éducation en santé mentale dans les écoles primaires et secondaires.²³

Soutenir l'apprentissage et le processus d'apprentissage

Après la réouverture des écoles, les décisions concernant la reprise de l'apprentissage en classe, l'adaptation du programme d'enseignement, des manuels scolaires et de la pédagogie pour assurer la continuité de l'enseignement et de l'apprentissage dépendront du calendrier scolaire de chaque pays. Des ajustements seront également nécessaires pour se conformer aux règles de distanciation physique qui n'autorisent qu'un nombre spécifique d'élèves par classe et qui peuvent nécessiter une approche hybride d'apprentissage en classe et à distance. Les pays qui sont au début ou au milieu de l'année scolaire peuvent être plus soucieux d'assurer la continuité pédagogique, d'identifier les pertes d'apprentissage, de réajuster les objectifs et les priorités de l'apprentissage, de mettre en œuvre des programmes de soutien scolaire et/ou accélérés, d'utiliser des méthodes d'apprentissage hybrides (enseignement en classe et à distance) et d'examiner les modalités d'évaluation. Les pays en fin d'année scolaire peuvent se focaliser davantage sur l'offre d'un soutien psychosocial, sur l'enseignement de la vie et de la gestion du COVID-19, l'évaluation de la perte d'apprentissage, l'organisation des examens et la planification de la prochaine année scolaire. L'une des priorités a trait à l'organisation des examens et au fait d'assurer la certification des qualifications, en particulier pour les diplômés ou les élèves qui poursuivent leurs études aux niveaux supérieurs. Au Kenya, l'objectif est d'organiser des évaluations scolaires une fois que les écoles seront rouvertes afin de déterminer le niveau d'apprentissage des élèves et de concevoir ainsi des programmes de rattrapage appropriés. Le Vietnam a effectué des évaluations de l'apprentissage lors de la réouverture des écoles pour identifier les lacunes des élèves en termes de connaissances et pour les regrouper en fonction de leurs objectifs d'apprentissage (ex. les élèves désireux d'entrer dans les meilleures universités rejoindront des classes plus avancées). Singapour a décidé d'alléger la charge de travail des cohortes diplômantes en supprimant certaines matières du programme d'enseignement.

Se préparer à une recrudescence et à des crises futures

La crise du COVID-19 a révélé que de nombreux pays n'étaient pas préparés à réagir aux crises. L'un des principaux enseignements à dégager de la situation actuelle a trait à la nécessité de renforcer la résilience des systèmes éducatifs pour mieux faire face à l'urgence. Les systèmes éducatifs doivent anticiper et se préparer à de multiples scénarios de recrudescence possible du virus, allant de cas isolés et localisés à une vague d'infection plus importante. Cette préparation exigera que le système soit prêt à protéger à la fois la santé de la population scolaire et le processus d'apprentissage.

²¹ The Conversation. 2020. 4 stratégies pour soutenir les élèves vulnérables lors de la réouverture des écoles après le coronavirus. <https://theconversation.com/4-strategies-to-support-vulnerable-students-when-schools-reopen-after-coronavirus-136201> (consulté le 22 septembre 2020)

²² Ministère de l'Éducation de la République française. 2020. [Ecouter la parole des élèves en retour de confinement](#). Paris : Ministère français de l'Éducation

²³ Ministère de l'Éducation de Chine. 2020. [Conseils pour renforcer l'éducation en santé mentale pendant le nouveau semestre des écoles primaires et secondaires à l'échelle nationale](#). Beijing : Ministère chinois de l'Éducation.

Du point de vue sanitaire, des protocoles doivent être en place en vue de la prévention, de la détection (la plus précoce) et de la lutte contre le COVID-19 dans les écoles. Des plans devraient être dressés pour soutenir les enseignants, les enfants, les parents et les tuteurs pour le cas où des fermetures s'avèreraient de nouveau nécessaires. Les matériels/plates-formes d'apprentissage, les informations et les communications de santé publique devraient être proposés dans de multiples formats accessibles à tous, et les services et installations nécessaires – en particulier pour l'hygiène, l'assainissement et le lavage des mains – devraient être accessibles à tous les apprenants et au personnel de l'éducation. Comme cela est indiqué dans le *Cadre pour la réouverture des écoles*, les services de santé sexuelle et reproductive revêtent aussi une importance particulière, étant donné que les grossesses précoces et non désirées augmentent en période de fermeture d'école, de même que la reprise et le rattrapage de l'éducation sexuelle complète. Une communication et une collaboration régulières sont nécessaires entre les experts de l'éducation et de la santé pour suivre l'évolution de la pandémie au niveau national, local et scolaire. Selon les taux d'infection observés, des fermetures individuelles, localisées ou à l'échelle d'un pays pourraient s'avérer nécessaires.

Du point de vue pédagogique, les pays doivent envisager de combiner les modalités d'enseignement scolaire et d'enseignement à distance pour assurer une transition en douceur entre les deux (ou de les utiliser ensemble) si et quand la nécessité s'en présente. Cela signifie qu'il faut ajuster le programme d'enseignement et les matériels d'enseignement et d'apprentissage, préparer les canaux de communication nécessaires (ex. Internet, tablettes, télévision et radio), élaborer des plans d'urgence pour les enseignants et le personnel et fournir une formation et un soutien aux enseignants et aux élèves, en s'appuyant sur les leçons tirées des pratiques en cours et de l'expérience de la pandémie.

Thème 3. Mettre l'accent sur l'inclusion, l'équité et l'égalité des genres

« Les effets néfastes de cette pandémie ne seront pas répartis de façon égale. On s'attend à ce qu'ils soient les plus dommageables pour les enfants des pays et des quartiers les plus pauvres et pour ceux qui se trouvent déjà dans des situations défavorisées ou vulnérables. »²⁴

Impact du COVID-19 sur l'inclusion, l'équité et l'égalité des genres

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence et devrait selon les prévisions aggraver ou ajouter de nouvelles couches d'inégalités, de marginalisation et d'exclusion dans le domaine de l'éducation. Au moins 463 millions d'élèves, soit près d'un tiers à travers le monde, restent exclus de l'éducation, principalement en raison de l'absence de politiques d'apprentissage à distance ou d'un manque d'équipement nécessaire à l'apprentissage à la maison.²⁵ Environ 40 % des pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure n'ont pas soutenu les apprenants en risque d'exclusion pendant cette crise, tels que les pauvres, les minorités linguistiques et les apprenants en situation de handicap.²⁶

Les clivages sociaux et numériques fondés sur le sexe, le handicap, le lieu, la langue, la richesse et d'autres caractéristiques ont exposé les plus défavorisés au risque de perte d'apprentissage et d'abandon scolaire.²⁷ En Afrique subsaharienne, par exemple, 89 % des apprenants n'ont pas accès aux ordinateurs à la maison et 82 % n'ont pas accès à Internet.²⁸ L'accès aux logiciels et aux matériels d'apprentissage est susceptible d'aggraver le déficit pour les élèves en situation de handicap, alors que les matériels en langue maternelle sont limités et que les compétences numériques limitent l'accès pour les apprenants autochtones. Même dans les ménages où l'apprentissage en ligne est possible, dans de nombreux pays les préoccupations concernant la sécurité en ligne des filles signifient²⁹ que celles-ci ont un accès plus limité que les garçons à l'apprentissage à distance.³⁰

Les crises de santé publique ont généralement un impact différent pour les sexes et c'est pour cela que les efforts de préparation et de réponse doivent inclure les dimensions genrées de ces crises pour éviter un renforcement des inégalités et pour saisir toutes les opportunités de faire progresser l'égalité des genres. Les données issues des crises passées montrent que les filles peuvent être particulièrement vulnérables face aux fermetures d'école prolongées, en particulier dans les pays à revenu faible et intermédiaire de la tranche inférieure. On a constaté que les fermetures d'école exacerbaient la charge de travail non rémunéré des filles et des femmes à la maison, ce qui limite le temps dont elles disposent pour apprendre chez elles.³¹ La pandémie de COVID-19 ne fait pas exception. Les quarantaines ont davantage exposé de nombreuses filles à la violence sexuelle³² y

²⁴ Nations Unies. 2020. [Note de synthèse : L'impact du COVID-19 sur les enfants](#). New York : Nations Unies.

²⁵ UNICEF. [COVID-19 : Are Children Able to Continue Learning During School Closures ?](#) New York : UNICEF.

²⁶ UNESCO. 2020. [Inclusion et éducation : tous sans exception. Rapport mondial de suivi sur l'éducation](#). Paris : UNESCO.

²⁷ Nations Unies. 2020. [Note de synthèse : L'Éducation pendant le COVID-19 et au-delà](#). New York : Nations Unies.

²⁸ UNESCO. 2020. [Fracture numérique préoccupante dans l'enseignement à distance. Communiqué de presse de l'UNESCO](#). Paris : UNESCO.

²⁹ UNICEF. 2020. [Appel à l'action de l'UNICEF : Les communautés autochtones et le droit à l'éducation en période de COVID-19](#). New York : UNICEF.

³⁰ UNICEF. [COVID-19 : Are Children Able to Continue Learning During School Closures ?](#) New York : UNICEF.

³¹ FNUAP. 2020. [Rapport sur l'état de la population mondiale 2020](#). New York : FNUAP.

³² World Vision. 2020. [COVID-19 Aftershocks: A Perfect Storm](#). World Vision.

compris à l'exploitation sexuelle³³ et aux grossesses précoces et non désirées,³⁴ tout en coupant leur accès à des services essentiels pour la protection, la nutrition, la santé et le bien-être.

Il est nécessaire d'assurer la continuité de l'apprentissage et le retour en toute sécurité à l'école pour tous les élèves afin de préserver les progrès réalisés dans l'éducation au cours des deux dernières décennies, qui ont vu une diminution de près de 125 millions du nombre d'enfants non scolarisés.³⁵ Cela comprend les gains importants réalisés dans l'éducation des filles au cours des dernières décennies, avec des effets plus larges immédiats et à long terme sur la réalisation des ODD.³⁶

Le retour à l'école offre une occasion unique de faire en sorte que tous les enfants qui n'étaient pas scolarisés avant et pendant la pandémie soient inclus dans tous les plans de rescolarisation et que des plans visant à assurer la continuité de l'apprentissage et le soutien à tous les élèves, en particulier les plus vulnérables et les plus marginalisés, soient mis en place en vue de crises et de perturbations futures de l'éducation.³⁷

Enseignements dégagés, bonnes pratiques et actions prioritaires

La pandémie a mis en évidence la nécessité d'un système éducatif fondé sur les principes fondamentaux d'inclusion, d'équité et de non-discrimination. Elle nous montre que les enfants et les jeunes les plus vulnérables à l'exclusion par rapport aux systèmes éducatifs – ou à la marginalisation au sein de ces systèmes – sont confrontés à des obstacles complexes et interconnectés qui ont un impact sur les effectifs inscrits, la rétention, l'apprentissage et plus largement sur les effets en termes de santé, de bien-être et de protection. Avant le COVID-19, les systèmes éducatifs étaient déjà confrontés à d'immenses défis pour un traitement équitable et juste de tous les individus, indépendamment de leur identité (ex. religion, sexe, origine ethnique, langue, orientation sexuelle) et de leur situation (handicap, accès aux transports ou à Internet).

L'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) a été un problème avant et pendant le COVID-19 et il demeure un défi dans de nombreux pays. Il est essentiel de comprendre comment nous pouvons nous assurer que la technologie ne creuse pas l'écart entre l'accès et la qualité de l'apprentissage et déterminer le soutien humain supplémentaire nécessaire pour que l'équité ne soit pas compromise.

Alors que certaines écoles et institutions d'enseignement à travers le monde ont rouvert leurs portes et que d'autres s'apprêtent à le faire, les gouvernements, les responsables du secteur de l'éducation, les chefs communautaires, les enseignants et le personnel scolaire devraient rechercher les enseignements à tirer des crises passées et actuelles, d'autant plus que ces acteurs ont maintenant la possibilité de *reconstruire l'égalité*. Cela nécessite des approches holistiques qui transforment les systèmes éducatifs, donnent la priorité à la résilience et s'attaquent aux principaux goulets d'étranglement et obstacles à l'éducation.³⁸

³³ FNUAP. 2020. [Rapport sur l'état de la population mondiale 2020](#). New York : FNUAP.

³⁴ Plan International. 2014. [Young Lives on Lockdown](#). Londres : Plan International.

³⁵ UNICEF 2020. [A New Era for Girls](#). New York : UNICEF.

³⁶ UNESCO. 2020. [Aborder les dimensions de genre des fermetures d'écoles](#). Paris : UNESCO.

³⁷ UNESCO. 2016. [Ne laisser personne pour compte](#). Paris : UNESCO.

³⁸ UNESCO, UNICEF, Plan International, Ungei et le Fonds Malala. 2020. [Reconstruire l'égalité : Guide de rescolarisation des filles](#). Paris : UNESCO.

Bonnes stratégies, pratiques et innovations

Au Pérou, le programme « Aprendo en casa » offre des contenus éducatifs aux élèves pendant la fermeture des écoles, par le biais des médias numériques, de la télévision et de la radio. Le contenu est disponible en espagnol et dans 10 langues autochtones, ainsi qu'en langue des signes.

Aux Philippines, les documents pédagogiques imprimés, numériques, radiophoniques et télévisuels sont disponibles dans des formats accessibles et les 17 bureaux de district provinciaux doivent rendre compte de l'étendue de la préparation et de la disponibilité à offrir un apprentissage à distance aux enfants en situation de handicap.

En Sierra Leone, en s'appuyant sur les leçons tirées d'Ebola, on a eu recours à des annonces radio d'intérêt public pour renforcer les compétences utiles dans la vie pour les filles et fournir des informations sur les sources de soutien aux personnes exposées à la violence sexuelle et à d'autres risques. Une nouvelle législation est aussi en place pour soutenir la rescolarisation des mères adolescentes.

Dans le cadre de la Coalition mondiale pour l'éducation de l'UNESCO, l'UNICEF, l'UNGEI, Plan International et le Fonds Malala ont élaboré un Guide de rescolarisation des filles qui attire l'attention sur le genre et sur les filles marginalisées dans l'élaboration de plans pour la réouverture des écoles.

Actions prioritaires à mettre en œuvre au cours des 12 prochains mois

- Recueillir des données désagrégées pour mesurer la portée et l'utilisation des modalités d'apprentissage à distance et la rescolarisation des élèves, afin de mieux comprendre la perte d'apprentissage, le décrochage scolaire et d'autres formes d'exclusion et pour informer des actions ciblées visant à promouvoir l'équité, l'inclusion et l'égalité des genres.
- Élargir l'accès à l'apprentissage en ligne pour les apprenants marginalisés par le biais de contrats de données Internet gratuits temporaires, de débit gratuit pour les contenus éducatifs, ou d'autres mesures similaires, tout en introduisant des mesures de protection contre la violence et le harcèlement en ligne, y compris en équipant les filles et les garçons des connaissances et des compétences nécessaires pour être en ligne en sécurité.
- En plus des solutions en ligne, instaurer d'autres méthodes d'apprentissage à distance pour répondre aux besoins, à la capacité et aux demandes de temps d'apprentissage divergents dans les environnements pauvres en ressources. Ces programmes préservent le lien avec l'éducation, soutiennent la continuité pédagogique et se sont avérés avoir une influence positive sur les attitudes des familles et des communautés à l'égard de l'éducation.
- S'attaquer aux problèmes intersectionnels de la santé, de la protection sociale et de la protection qui touchent les enfants pendant la fermeture des écoles et protéger l'accès aux services vitaux (ex. repas scolaires, soutien sanitaire) souvent fournis par les écoles. Une approche intégrée, sensible au genre et multisectorielle de la planification de la santé scolaire, de la nutrition et de l'hygiène, assainissement et lavage des mains à l'école est également nécessaire pour assurer l'établissement (ou le rétablissement) des cadres d'apprentissage et des services essentiels propices à la santé qui répondent aux besoins de tous les enfants.

- Adapter les politiques et les pratiques de réouverture des écoles afin d'élargir l'accès aux groupes marginalisés et d'encourager la rescolarisation après la crise. Cela pourrait inclure la levée des frais de scolarité, l'élargissement de l'accès aux transferts monétaires pour les apprenants issus de groupes marginalisés et l'investissement dans des infrastructures inclusives et sensibles au genre.
- Promouvoir une prise de décision inclusive en matière de réponse éducative au COVID-19 et planifier la reprise, depuis les évaluations des besoins jusqu'à la conception de possibilités d'apprentissage à distance, et mettre en place d'autres interventions pour planifier et suivre la réouverture des écoles et promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, en veillant à inclure les points de vue des apprenants et des enseignants des communautés marginalisées.
- Adopter une approche à l'échelle de tout le système pour la réouverture des écoles afin de reconstruire l'égalité, en prenant des mesures pour éliminer les biais et la discrimination au sein et à travers les systèmes éducatifs, allant du recrutement et de la formation des enseignants à l'élaboration des programmes et des matériels d'enseignement, et veiller à ce que les environnements scolaires sont résilients, sûrs et exempts de violence.

Thème 4. Réinventer l'enseignement et l'apprentissage

Impact du COVID-19

Alors qu'il va falloir, pour réaliser l'ODD 4, recruter 69 millions d'enseignants d'ici à 2030,³⁹ la pandémie de COVID-19 a touché directement 63 millions d'enseignants du primaire et du secondaire. Les écoles ont été fermées quasiment du jour au lendemain et les enseignants ont dû dispenser leur enseignement à distance. Le manque de ménages disposant des TIC nécessaires pour permettre aux enseignants et aux élèves de se connecter a eu une incidence négative sur les efforts entrepris dans le monde pour assurer la continuité pédagogique. La qualité de l'enseignement reste un défi à l'échelle mondiale, en particulier dans les pays à revenu faible, ce qui se traduit par une force enseignante qui ne possède pas les compétences et la confiance nécessaires pour transférer efficacement leur enseignement en ligne.⁴⁰ Les enseignants sont soumis à un stress psychologique et socio-émotionnel important et ils ne bénéficient pas de réseaux et de systèmes de soutien. Dans de nombreux cas, ils ont la double obligation de s'occuper de leurs propres enfants à la maison tout en s'efforçant d'enseigner à distance. C'est souvent le cas des femmes enseignantes en particulier qui sont plus susceptibles d'assumer une plus grande responsabilité en matière d'éducation des enfants et des tâches familiales. Dans le même temps, les préoccupations liées aux revenus et à la sécurité de l'emploi se sont accrues chez de nombreux enseignants (en particulier ceux du secteur privé et pour les contractuels) à cause des fermetures massives prolongées.⁴¹

La fermeture généralisée des écoles est à l'origine d'immenses défis, mais elle a aussi renouvelé les occasions de faire preuve de leadership, de créativité et d'innovation. Ayant peu de temps pour se préparer et souvent avec des directives et des ressources limitées, les enseignants ont dû modifier les programmes d'enseignement et adapter leurs plans de cours pour poursuivre l'enseignement en utilisant des solutions de haute et basse technologie, ou sans technologie. Dans la mesure du possible, les enseignants ont adopté des formes synchrones et asynchrones d'enseignement en ligne. Ils ont fait cours en direct, téléchargé les leçons en ligne ou interagi avec les élèves au moyen d'appareils mobiles. Dans les pays où la connectivité est faible ou nulle, les enseignants ont préparé des dossiers à emporter à la maison, tandis que d'autres se rendaient au domicile de leurs élèves pour déposer et reprendre le travail de ceux-ci.

Les enseignants ont eu un rôle clé à jouer pour faire en sorte que l'apprentissage et la communication avec les élèves et leurs familles se poursuivent pendant la fermeture des écoles. Leur rôle au moment de la réouverture est tout aussi important. Partout dans le monde, ils devront travailler individuellement et collectivement pour trouver des solutions et créer de nouvelles possibilités d'apprentissage. Ils ont besoin de formation et de soutien pour ajuster les programmes d'enseignement et les méthodes d'évaluation afin de mesurer et de compenser les pertes d'apprentissage et d'empêcher les élèves vulnérables de décrocher. Ils ont aussi besoin d'une formation continue sur l'enseignement à distance, les TIC et les pédagogies flexibles alternatives pour l'apprentissage en ligne, hybride et hors ligne lors des futures fermetures d'écoles. Ils ont besoin d'une formation aux protocoles de santé et de sécurité pour assurer un retour sûr à l'école et, enfin, ils ont besoin d'un soutien psychosocial pour gérer le stress et apprendre à leur tour à soutenir les élèves et les autres enseignants.

³⁹ UNESCO ISU. 2016. [Le monde a besoin de près de 69 millions de nouveaux enseignants pour atteindre les objectifs de l'Agenda Éducation 2030](#). Montréal : ISU.

⁴⁰ UNESCO. 2020. [COVID-19 : Une crise mondiale pour l'enseignement et l'apprentissage](#). Paris : UNESCO

⁴¹ Équipe spéciale internationale sur les enseignants. 2020. [Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les enseignants contractuels en Afrique subsaharienne](#). Paris : UNESCO.

L'impact de la pandémie de COVID-19 sur l'apprentissage et les conditions d'apprentissage a été immense. Tout comme les enseignants ont été déstabilisés par les perturbations, les apprenants, les familles et les communautés qui ont vu leur bien-être et leurs moyens de subsistance profondément affectés sont déstabilisés. Les restrictions sur les déplacements, l'isolement social et la privation des méthodes d'apprentissage traditionnelles ont engendré une pression accrue, du stress et de l'anxiété chez les jeunes, leurs familles et les communautés, soulevant des préoccupations plus fondamentales concernant une potentielle érosion des droits de l'homme aujourd'hui et après la crise. Ces conditions ont été encore exacerbées par la propagation de théories complotistes et de discours de haine. S'appuyant sur la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant (1966) de l'OIT/UNESCO et sur la Recommandation concernant la condition du personnel enseignant de l'enseignement supérieur (1997) de l'UNESCO qui appellent à accorder la priorité aux droits du travail, à la santé et au bien-être des enseignants, l'Équipe spéciale internationale sur les enseignants (TTF) a lancé un appel à l'action plaidant pour une protection renouvelée des droits des enseignants, même en ces temps incertains.⁴²

Une précieuse leçon à retenir de la pandémie est une meilleure compréhension de l'ampleur de l'impact du changement climatique sur tous les aspects de la vie sur notre planète. Elle a créé l'occasion d'apprécier l'importance vitale d'un travail en collaboration au-delà des frontières nationales pour atténuer les impacts des enjeux mondiaux et rechercher des solutions viables. Les populations à travers le monde ont fait l'expérience concrète des liens qui existent entre le local et le mondial. En ce sens, la pandémie a également été l'occasion de repenser le contenu de l'apprentissage et de rendre celui-ci plus pertinent pour relever les défis mondiaux et locaux. Ces questions doivent prendre plus d'importance alors que nous reconstruisons les systèmes éducatifs : les défis mondiaux tels que le changement climatique, la perte de la biodiversité et l'intolérance croissante continuent de s'accroître et deviennent de plus en plus urgents. La pandémie a également mis en évidence la nécessité de comprendre et d'affronter la complexité et les interactions, ainsi que les relations entre les individus et la planète.

Enseignements dégagés

Bien que les impacts de la pandémie de COVID-19 sur l'enseignement et l'apprentissage ne soient pas encore totalement compris, les tendances émergentes soulignent clairement la nécessité de tirer rapidement les leçons de la crise. Nous devons réorganiser les priorités éducatives afin que les systèmes éducatifs répondent à l'ensemble des besoins des apprenants et contribuent activement et de manière responsable à la construction d'un « nouveau normal meilleur ».

Un risque doit aussi être évité : celui de mettre en péril l'avenir des apprenants et le nôtre en prolongeant notre « mode d'urgence » au-delà de ce qui est nécessaire. Cela conduirait, tout en permettant des interventions très ciblées, à un rétrécissement de la perspective qui saperait notre capacité à réaliser la vision humaniste de l'ODD 4 dans un avenir proche.

En ce qui concerne l'apprentissage, les mesures suivantes doivent être prises en considération :

- Généraliser et renforcer les mesures visant à fournir une éducation significative et pertinente en vue du développement durable et pour la citoyenneté mondiale. Dans un contexte d'incertitude croissante quant à l'évolution et à l'impact de la pandémie sur la société et sur les apprenants (conditions de vie, droits et libertés, perspectives d'avenir, etc.), il est primordial que les apprenants soient dotés des connaissances, des compétences, des valeurs,

⁴² Équipe spéciale internationale sur les enseignants. 2020. [Réponse à l'épidémie de COVID-19 – Appel à l'action pour les enseignants](#). Paris : UNESCO.

des attitudes et des comportements dont ils ont besoin pour comprendre et affronter la complexité de la vie et devenir des agents responsables d'un monde plus juste, durable et pacifique.

- Soutenir l'adoption de pédagogies innovantes et transformatrices qui font pleinement usage des ressources communautaires en termes de talent, d'expertise, de matériels pédagogiques et d'opportunités. Cela permettra de soutenir la motivation des apprenants, de connecter les apprenants à leurs communautés et à leur environnement et de renforcer leur engagement à contribuer activement à la construction d'un « nouveau normal meilleur », guidée par les principes du développement durable et de la citoyenneté mondiale.
- Promouvoir des méthodes d'apprentissage holistiques qui accordent une place suffisante et appropriée dans le programme d'enseignement à l'apprentissage social et émotionnel à tous les niveaux de l'éducation (formelle, non formelle et informelle). Les compétences liées à cet apprentissage devraient être considérées comme faisant partie des acquis de l'apprentissage de base dans un environnement scolaire psychosocial positif, en y consacrant suffisamment de temps dans le cadre des activités curriculaires et extracurriculaires. Les programmes d'apprentissage social et émotionnel efficaces devraient également faire partie d'un écosystème plus vaste, allant au-delà des murs de la salle de classe et réunissant l'école toute entière, les familles, les communautés et les médias.

En ce qui concerne l'enseignement, les mesures suivantes doivent être prises en considération :

- Accroître les investissements afin d'améliorer la qualité de la formation initiale des enseignants et d'assurer à ceux-ci un perfectionnement professionnel continu de qualité. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la nécessité de mieux préparer les enseignants à la mise en œuvre de l'enseignement à distance et de nouvelles pédagogies pour l'apprentissage hybride faisant appel aux technologies numériques. Bien que le renforcement des capacités des enseignants ait été en grande partie précipité pour atténuer leurs lacunes en termes de connaissances et de compétences, il est nécessaire de rééquilibrer cette approche et de viser un modèle de perfectionnement des enseignants tout au long de la vie, en construisant un nouveau cadre d'équipes enseignantes talentueuses et professionnelles ayant un état d'esprit collaboratif.
- Promouvoir la protection des droits et des conditions de travail des enseignants par le biais d'un dialogue social et politique qui renforce la confiance entre les personnels éducatifs et les décideurs et qui démocratise et renforce la légitimité du processus d'élaboration des politiques. Avec une proportion estimée de 80 % des enseignants dans le monde qui craignent que le retour à l'école ne soit pas sûr,⁴³ les mesures destinées à assurer la santé et la sécurité dans les écoles pour les apprenants et le personnel devraient être adaptées aux contextes locaux, conformément aux conventions internationales ratifiées, aux législations nationales et aux mesures sanitaires.
- Adopter des approches à l'enseignement et à l'apprentissage basées sur des données factuelles. La formation des enseignants et la pratique enseignante doivent être fondées sur des données et des connaissances scientifiques. Les compétences pédagogiques des enseignants devraient inclure une connaissance solide de la façon de réaliser des évaluations et d'utiliser les données d'évaluation pour assurer un diagnostic correct pour améliorer l'apprentissage. Au niveau des politiques, la collecte de données opportunes et valides sur les

⁴³ The National. 2020. Coronavirus : quatre enseignants sur cinq à travers le monde pensent qu'il n'est pas encore sûr de retourner à l'école. https://www.thenational.ae/world/coronavirus-four-out-of-five-teachers-worldwide-think-it-s-not-yet-safe-to-return-to-schools-1.1025557?fbclid=IwAR0JJCu-GQvjWSuQ_Tmxugg0Q5W4f8mQwXNKrer_kqElcB8Qxamsk9mCjz4 (consulté le 22 septembre 2020)

enseignants et l'enseignement peut déboucher sur des mesures destinées à mettre en place des politiques plus équitables pour faire en sorte que les communautés marginalisées soient mieux servies par des enseignants qualifiés en cette période de crise et au-delà.

Thème 5. Exploiter une connectivité et des technologies équitables pour l'apprentissage

Introduction

Perturbation abrupte et non résolue de l'apprentissage

L'impact du COVID-19 sur la continuité pédagogique a été tout simplement dévastateur. À cause de la fermeture des écoles à travers le monde, l'apprentissage formel a été totalement interrompu ou gravement perturbé pour la grande majorité des élèves, une situation sans précédent dans l'histoire. Malheureusement, les perturbations de l'apprentissage dues à la pandémie sont loin d'être résolues pour la plupart des apprenants. Plus d'un semestre s'est écoulé depuis le début de la crise et l'UNESCO estime qu'un milliard d'enfants, de jeunes et d'adultes (environ les deux tiers de la population apprenante du monde) continuent d'être confrontés à des interruptions majeures de leur apprentissage et de leur scolarité, allant de la fermeture complète des écoles à la mise en place d'horaires scolaires réduits ou à temps partiel.⁴⁴ Beaucoup d'apprenants ont déjà accumulé un retard de leur apprentissage allant de six mois à un an, un déficit qui pourrait fort bien se répercuter sur toute une génération, faute de mesures correctives audacieuses. Selon les prévisions de la Banque mondiale, le coût financier de cette perte d'apprentissage s'élève à 10 trillions de dollars, soit 10 % du PIB mondial.⁴⁵

La technologie comme lien essentiel pour accéder aux possibilités d'apprentissage

Pour tenter de réagir face à ces perturbations, les gouvernements ont positionné la technologie comme principal – et dans de nombreux contextes, unique – moyen de maintenir la continuité pédagogique formelle. Des investissements ont été faits dans des efforts pour que les outils technologiques, et non les bâtiments scolaires, deviennent les principaux centres d'apprentissage. Dans les pays où les réseaux et les matériels numériques n'étaient pas disponibles, la technologie est restée le « plan B », c'est-à-dire la diffusion par la télévision et la radio,⁴⁶ avant les dossiers imprimés à emporter chez soi. La technologie est ainsi devenue un portail essentiel pour transférer rapidement l'apprentissage de la salle de classe vers la maison. Bien qu'il y ait eu diverses réponses technologiques à distance, les gouvernements ont concentré la plus grande partie de leur énergie sur les technologies numériques connectées, même si la portée de ces technologies est loin d'être universelle. Aujourd'hui, environ la moitié de la population mondiale (quelque 3,6 milliards de personnes) n'a toujours pas de connexion Internet.⁴⁷ Même les gouvernements des pays où la couverture Internet est limitée ont eu tendance à envisager la nécessité d'utiliser l'apprentissage à distance comme une « occasion forcée » d'accélérer des transformations des modèles éducatifs traditionnels qui se faisaient attendre et d'adopter un avenir numérique pour l'apprentissage.

⁴⁴ UNESCO. 2020. [The Digital Transformation of Education : Connecting Schools, Empowering Learners \(en anglais\)](#). Paris : UNESCO.

⁴⁵ Banque mondiale. 2020. [Simulating the potential impacts of COVID-19 school closures on schooling and learning outcomes : A set of global estimates](#), Washington, DC : Banque mondiale

⁴⁶ UNESCO. 2020. Enquête UNESCO-UNICEF-Banque mondiale sur les réponses nationales du secteur de l'éducation aux fermetures d'établissements scolaires liées au COVID-19 http://tcf.uis.unesco.org/wp-content/uploads/sites/4/2020/06/covid-19_school_closure_questionnaire_fr-3.pdf

⁴⁷ UNESCO. 2020. [The Digital Transformation of Education: Connecting Schools, Empowering Learners \(en anglais\)](#). Paris : UNESCO.

Enseignements dégagés

Miroir et amplification des clivages existants

La transition vers un enseignement à distance fondé sur la technologie n'a pas réussi à préserver l'apprentissage formel pour la plupart des élèves à travers le monde. Cela est principalement dû aux défis rencontrés par les apprenants pour accéder à un enseignement dispensé par Internet et par des technologies moins sophistiquées.⁴⁸ En termes simples, la majorité des élèves ne possède pas les matériels, les logiciels, la connectivité et les compétences numériques nécessaires pour trouver et utiliser des contenus éducatifs basés sur la technologie. Selon les estimations des Nations Unies, près de 500 millions d'élèves du préprimaire au deuxième cycle du secondaire, dont les trois quarts vivent dans les ménages les plus pauvres ou dans des zones rurales, n'ont pas eu accès à l'apprentissage à distance.⁴⁹ Des données plus nuancées ont montré les disparités qui ont suivi et accentué les lignes de faille sociales, économiques, de genre et géographiques existantes. Les premiers espoirs concernant une transformation réussie vers l'apprentissage privilégiant le numérique ont rapidement fait place à une reconnaissance désenchantée du fait que le basculement soudain des salles de classe vers les écrans a laissé pour compte des centaines de millions d'apprenants et qu'il a posé un risque pour l'éducation en tant que droit humain, service public et bien commun.

Une couverture insuffisante des technologies pour l'apprentissage

Selon les données de l'enquête UNESCO-UNICEF-Banque mondiale, les deux tiers des pays à revenu faible interrogés ont utilisé la radio et un tiers a utilisé des émissions de télévision pour dispenser l'enseignement primaire à distance, tandis que la plupart des pays à revenu élevé offraient des plateformes d'apprentissage en ligne synchrones et asynchrones comme option principale et les technologies de radio et télédiffusion comme option secondaire ou « en secours ». Même lorsque des possibilités d'apprentissage à distance étaient offertes, leur couverture était extrêmement variable. Dans les pays à revenu élevé, l'offre a parfois touché plus de 80 % de la population, mais ce pourcentage est tombé à moins de 50 % dans les pays à revenu faible.⁵⁰ Ces lacunes sont attribuables aux fractures numériques et autres obstacles, notamment des obstacles techniques tels qu'un accès insuffisant à l'électricité et des obstacles humains tels qu'un niveau d'instruction et des compétences numériques limités.⁵¹ Même des technologies simples comme la télévision et la radio étaient rarement inclusives ou équitables, même si elles ont contribué à élargir considérablement la portée des contenus éducatifs. Les données de l'enquête indiquent que pour 20 % des ménages les plus pauvres, seulement 7 à 30 % des familles possédaient une radio et seulement 5 à 22 % avaient une télévision.⁵² Les efforts de longue haleine visant à équiper les écoles d'une connexion Internet ont eu une valeur limitée pendant la pandémie parce que les écoles étaient fermées. Pour que la connectivité ait un impact éducatif, il fallait, à de rares exceptions près, qu'elle parvienne jusqu'aux ménages et aux individus.

⁴⁸ UNESCO. 2020. [L'apprentissage ouvert et à distance en soutien à l'apprentissage des jeunes et des adultes](#). Paris : UNESCO

⁴⁹ UNICEF. 2020. [Promising practices for equitable remote learning](#). New York : UNICEF

⁵⁰ UNESCO. 2020. Enquête UNESCO-UNICEF-Banque mondiale sur les réponses nationales du secteur de l'éducation aux fermetures d'établissements scolaires liées au COVID-19 http://tcg.uis.unesco.org/wp-content/uploads/sites/4/2020/06/covid-19_school_closure_questionnaire_fr-3.pdf

⁵¹ Brookings. 2022. School closures, government responses, and learning inequality around the world during COVID-19. <https://www.brookings.edu/research/school-closures-government-responses-and-learning-inequality-around-the-world-during-covid-19/> (consulté le 22 septembre 2020)

⁵² Enquêtes démographiques et sanitaires. 2020. DHS StatCompiler. <https://www.statcompiler.com/fr/> (consulté le 22 septembre 2020)

Des défis humains mais aussi techniques

Bien que l'accès à la technologie connectée soit une condition préalable à l'apprentissage à distance, il est à lui seul insuffisant pour assurer la continuité pédagogique. Le succès ou l'échec des approches a dépendu tout autant des personnes que des réseaux et des appareils. La crise a montré que les dimensions humaines de l'apprentissage à distance – de la capacité des enseignants à utiliser les outils numériques aux capacités des planificateurs de l'éducation à généraliser les solutions d'apprentissage numérique – posent de sérieux obstacles à la fourniture efficace d'un enseignement axé sur la technologie.⁵³ La restructuration des systèmes éducatifs pour transférer l'apprentissage sur des portails technologiques exige de nouvelles aptitudes, perspectives et compétences de la part de toutes les personnes impliquées dans l'éducation. La forte dépendance à l'égard des parents a renforcé les inégalités dues aux différences de niveau d'instruction des parents, de compétences pédagogiques et techniques, de temps disponible et d'obligations professionnelles. Toutefois, l'un des résultats positifs a été une connaissance accrue des processus éducatifs par les parents et, dans certains contextes, un renforcement de la communication entre les parents et les enseignants.

Efficacité et engagement en tant que boîte noire

Dans les cas où les élèves ont pu accéder à des solutions d'apprentissage à distance pour préserver la continuité de leur apprentissage, on sait très peu de choses sur l'effet de ces solutions.⁵⁴ L'engagement avec les émissions de télévision et de radio est difficile à suivre et il est encore plus difficile de mesurer les gains d'apprentissage associés à ces technologies qui sont essentiellement à sens unique. Les plates-formes en ligne permettent une collecte accrue de données et, si elles sont correctement développées et mises en œuvre, elles peuvent fournir des informations détaillées sur les progrès de l'apprentissage – à condition que les données soient mises à la disposition des chercheurs. Pourtant, un suivi et une mesure rigoureuse des gains découlant de l'apprentissage à distance fondé sur la technologie ont été et demeurent rares. Il existe également de plus en plus de preuves qu'il est plus difficile d'obtenir une attention soutenue des élèves sur des plates-formes purement numériques que dans les environnements en présentiel, un facteur qui peut contribuer au décrochage et à l'abandon de l'apprentissage à distance.⁵⁵

L'éducation va bien au-delà de l'étude scolaire

Le passage forcé à l'enseignement à distance a convaincu de nombreux intervenants de l'éducation que la technologie (du moins sous ses formes actuelles) ne peut pas facilement remplacer l'expérience de la scolarité avec ses interactions interpersonnelles. Les technologies ne peuvent pas non plus remplacer l'enseignant qui reste au cœur du processus éducatif. La pandémie nous a forcés à reconnaître qu'une grande partie de l'apprentissage qui se fait dans l'espace physique et social des écoles – avec d'autres, par le jeu, les sports, l'art et les activités extracurriculaires – n'est pas purement académique et qu'elle est probablement mal adaptée à une fourniture à distance via la technologie. En d'autres termes, l'apprentissage, en tant qu'expérience humaine, doit continuer à s'ancrer dans l'interaction et les processus sociaux.⁵⁶ D'autre part, les fermetures d'école ont peut-être accéléré l'acquisition d'autres compétences et connaissances, par une compréhension accrue de la façon de naviguer dans des logiciels complexes et de conduire des réunions virtuelles et d'autres interactions.

⁵³ Nations Unies. 2020. [Note de synthèse : l'Éducation pendant le COVID-19 et au-delà](#). New York : Nations Unies

⁵⁴ UNESCO. 2020. [Stratégies d'apprentissage à distance face à la fermeture des écoles due au COVID-19](#). Paris : UNESCO

⁵⁵ UNESCO. 2020. Enquête UNESCO-UNICEF-Banque mondiale sur les réponses nationales du secteur de l'éducation aux fermetures d'établissements scolaires liées au COVID-19 http://tcg.uis.unesco.org/wp-content/uploads/sites/4/2020/06/covid-19_school_closure_questionnaire_fr-3.pdf

⁵⁶ Dewey, John. 1899. *The School and Society*. University of Chicago Press (1915)

Nouvelles questions et préoccupations concernant la dépendance technologique

La crise du COVID-19 a mis en évidence la dépendance de la société vis-à-vis de la technologie, tant dans le domaine de l'éducation qu'au-delà. L'aspect positif a été que les élèves, les enseignants et les familles ont eu des aperçus de la façon dont l'apprentissage numérique pourrait potentiellement procurer un apprentissage différencié et personnalisé, et, dans certains cas, permettre un plus grand choix et de l'autonomie. Mais la soudaineté du passage à l'apprentissage à distance a également forcé les familles du monde entier à utiliser des technologies qu'elles n'avaient pas demandées et qu'elles n'ont souvent pas choisies, ce qui soulève de graves problèmes éthiques. Comment la protection de la vie privée est-elle assurée ? Qui est propriétaire des données d'apprentissage ? Comment la sécurité et la bienséance sont-elles assurées dans les environnements virtuels ? Bien que la pandémie ait ouvert la voie à l'innovation, elle a également apporté une nouvelle incertitude vis-à-vis des compréhensions traditionnelles concernant les lieux d'apprentissage ainsi que l'intendance publique de l'éducation.⁵⁷

⁵⁷ Broadband Commission. 2020. The Digital Transformation of Education ; Connecting Schools, Empowering Learners. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374309/PDF/374309eng.pdf.multi>

Montrer la voie à suivre : la coopération mondiale pour l'éducation dans un monde post-COVID-19

Proposition d'amélioration et de renforcement du mécanisme mondial de coopération dans le domaine de l'éducation

CONTEXTE

Alors qu'il ne reste que dix ans pour réaliser l'Agenda 2030 pour le développement durable et que le Secrétaire général des Nations Unies a lancé la Décennie d'action en septembre 2019, l'année 2020 a débuté sur un sentiment renouvelé d'engagement et d'urgence pour accélérer les progrès vers la réalisation des ODD. Cette année d'accélération a toutefois été interrompue par l'apparition de la pandémie de COVID-19 qui a exacerbé les inégalités dans l'accès à des soins de santé de qualité, à l'éducation, au travail décent et à la sécurité sociale. La pandémie a particulièrement mis en lumière les vulnérabilités collectives du secteur de l'éducation et les faiblesses inhérentes du mécanisme mondial de coopération existant pour offrir une réponse immédiate et une utilisation plus efficace des ressources.

Un mécanisme de gouvernance cohérent et coordonné, qui établisse un lien transparent entre les niveaux mondial, régional et national, est essentiel pour assurer une harmonisation efficace de la gouvernance politique et des efforts de financement qui doivent soutenir les efforts nationaux en matière d'éducation et de développement. Le paysage mondial actuel de l'éducation se caractérise cependant par la prolifération et la fragmentation des efforts d'éducation et de développement. Une série d'acteurs internationaux et régionaux, dont les mandats et les interventions se chevauchent parfois, offrent un soutien aux pays à travers de multiples plates-formes et processus. En outre, pour accélérer les progrès des pays dans la réalisation de l'ODD 4, les priorités mondiales doivent être mieux alignées sur les contextes et les priorités des pays, la duplication des efforts doit être éliminée et la concurrence dans le domaine du financement et des interventions sous-sectorielles doit être réduite.⁵⁸

Redéfinir le statut et le rôle du Comité directeur ODD-Éducation 2030

Conformément au Cadre d'action Éducation 2030 adopté par plus de 180 pays lors du Forum mondial sur l'éducation de 2015,⁵⁹ le Comité directeur ODD-Éducation 2030 est la plate-forme multipartite mondiale légitime pour assurer la coordination et l'harmonisation des efforts déployés à tous les niveaux pour atteindre les cibles de l'ODD 4 et des autres ODD liées à l'éducation. Son mandat est de fournir des orientations stratégiques, d'examiner les progrès accomplis dans la réalisation des cibles et des engagements de l'ODD 4, de suivre et de plaider en faveur d'un financement adéquat (stratégique) et d'encourager l'harmonisation et la coordination des activités des partenaires.⁶⁰ L'UNESCO assure le Secrétariat du Comité directeur dans le cadre de son rôle de chef de file, de coordination et de suivi du programme mondial d'éducation, conformément au mandat qui a été confié à l'Organisation par le biais du Cadre d'action.

Un consensus grandissant se dessine, concernant la nécessité de renforcer l'efficacité du Comité directeur dans l'orientation et l'influence sur le cours des politiques, sur le financement et les actions. En particulier, le Comité directeur a jusqu'à présent été déconnecté des décisions de financement au

⁵⁸ Giannini (Stefania). 2019. [Bringing the international education community together](#). Blog GEM (Publié le 9 décembre 2019).

⁵⁹ Ibid

⁶⁰ UNESCO. 2016.. [Éducation 2030 : Déclaration d'Incheon et Cadre d'action pour la mise en œuvre de l'Objectif de développement durable 4](#). Paris : UNESCO

niveau international qui sont prises dans d'autres instances et il n'est pas suffisamment lié aux mécanismes existants de coordination du secteur de l'éducation aux niveaux régional et national. Aujourd'hui, la pandémie de COVID-19 offre l'occasion d'une meilleure coopération, coordination et collaboration entre les parties prenantes de l'éducation ; elle a contribué à un niveau sans précédent de plaidoyer, de consultation et de soutien, conjointement au niveau multilatéral et multipartite. Le moment est donc venu de réfléchir et de repenser la gouvernance du mécanisme de coordination ODD 4-Éducation 2030, alors même que nous saisissons cette occasion de réinventer l'éducation post-COVID-19.

Une feuille de route pour un mécanisme amélioré de coopération et de coordination mondiales dans le domaine de l'éducation

Changer le narratif de l'éducation et du développement

Repenser les approches de l'éducation et du développement, c'est redéfinir le narratif pour qu'il réponde à cette réalité changeante, au-delà de l'accès à l'école et de la crise de l'apprentissage qui ont été encore exacerbées par la pandémie de COVID-19. Compte tenu du rôle essentiel de l'éducation, du développement des compétences et de la recherche pour la réalisation de l'ambition plus large des ODD, il est important de garder à l'esprit la portée de l'Agenda ODD 4-Éducation 2030. De même, les narratifs internationaux et du développement doivent regarder au-delà des pays à revenu faible s'ils souhaitent relever les défis universellement partagés en matière de politique publique et de développement que la crise du COVID-19 a clairement mis en lumière.

Dans ce contexte, l'UNESCO propose une reconfiguration du mécanisme mondial de coopération pour l'éducation tel qu'il est défini par le Cadre d'action Éducation 2030.⁶¹ À l'issue de la session extraordinaire de la Réunion mondiale sur l'éducation (GEM 2020), l'UNESCO conduira une consultation en coordination avec tous les acteurs concernés afin de proposer un mécanisme mondial amélioré et efficace de coopération dans le domaine de l'éducation, qui s'appuie sur le Comité directeur ODD-Éducation 2030.

Profiter de l'élan engendré

La proposition d'améliorer le mécanisme mondial de coopération dans le domaine de l'éducation s'appuie sur l'élan et l'esprit de collaboration engendrés par la pandémie actuelle qui a contraint tous les partenaires à renforcer les synergies et les efficacités pour répondre à la crise. Il existe des exemples prometteurs de collaboration en vue de sensibiliser et d'agir conjointement autour de la crise de l'éducation. L'UNESCO a dirigé la rédaction de la Note de synthèse du Secrétaire général des Nations Unies intitulée « L'éducation pendant le COVID-19 et au-delà » qui réunit les contributions de 15 organisations. La campagne « Sauvez notre avenir » mobilise les donateurs, les organisations de la société civile et les jeunes pour qu'ils protègent conjointement l'éducation. Des orientations stratégiques ont été élaborées conjointement (par exemple, le Cadre stratégique conjoint sur la réouverture des écoles conçu par l'UNESCO, l'UNICEF, le PAM et la Banque mondiale) et les donateurs et organismes d'exécution ont collaboré pour soutenir la réponse des pays au COVID-19 (ex. fenêtres de financement accéléré et de crise du PME et de l'Éducation ne peut pas attendre). En outre, étant donné que le COVID-19 constitue fondamentalement une crise sanitaire, il y a eu une coopération intersectorielle accrue, renforçant les liens vitaux entre l'éducation, la santé, la nutrition et le bien-être social, par exemple, grâce à une collaboration renforcée avec le PAM et l'OMS. De nouveaux types de partenariats ont également vu le jour. L'UNESCO a créé la Coalition mondiale pour l'éducation (CME) qui rassemble plus de 150 membres, dont des organisations multilatérales, des organisations régionales, des banques de développement et des partenaires publics et privés. La CME offre un cadre

⁶¹ Ibid.

d'intervention innovant, mobilisant des partenaires non traditionnels avec des contributions à la fois financières et en nature pour faire progresser collectivement les priorités thématiques dans les efforts de relance post-COVID-19.

Opérer des rapprochements

Les partenaires mondiaux de l'éducation ont de plus en plus démontré leur capacité et leur désir d'améliorer la coordination et l'efficacité pour répondre la crise actuelle. Cependant, l'enthousiasme renouvelé pour la coopération mondiale dans le domaine de l'éducation doit aller au-delà de la coordination à court terme des efforts d'intervention et de relèvement post-COVID-19. Le mécanisme doit être efficace et efficient, mais il doit aussi offrir une plate-forme crédible, responsable et durable qui fasse le lien entre les engagements politiques, techniques et financiers pour atteindre l'ODD 4-Éducation 2030 d'une part, et les discours et l'action aux niveaux mondial, régional et national, d'autre part. Ces divers processus et structures seront alors en mesure de fournir des orientations politiques plus cohérentes et efficaces, des flux de financement et des actions pour soutenir le développement de l'éducation dans les pays.⁶²

Un mécanisme crédible et responsable doit également partir de la compréhension de base que ce sont les pays qui doivent en fin de compte bénéficier d'une coopération et d'une coordination mondiales efficaces en matière d'éducation. Ainsi, l'approche mondiale doit être informée et guidée par les réalités et les priorités politiques nationales. Ce n'est qu'en partant du niveau national que les efforts collectifs mondiaux pour l'éducation auront une influence et un impact sur le changement sur le terrain. Cela s'inscrit dans le cadre de la réforme du système de développement des Nations Unies visant à promouvoir l'Agenda 2030 pour le développement durable et destiné à rapprocher la présence et l'action des Nations Unies des besoins et des contextes locaux.

S'appuyant pour le renforcer sur le mécanisme de coordination existant (c'est-à-dire le Comité directeur ODD-Éducation 2030), l'architecture renouvelée devrait apporter une valeur ajoutée aux niveaux régional et national, une vision globale du développement durable, des synergies intersectorielles et un lien transparent entre l'humanitaire et le développement. Pour ce faire, il est important de l'harmoniser avec les mécanismes de gouvernance et de coordination mis en place par la réforme du système de développement des Nations Unies en particulier sur les Équipes pays des Nations Unies, qui sont dirigées par les gouvernements nationaux et appuyées par les partenaires de l'éducation.

L'amélioration du mécanisme de coopération devrait être ancrée dans un ensemble de principes clés :

- coopération mondiale en matière d'éducation axée sur les pays ;
- simplification et efficacité accrue ;
- liaison améliorée entre l'orientation des politiques et la finance ;
- responsabilisation accrue grâce à des données et des preuves plus solides ;
- un sens commun de la responsabilité collective.

En outre, ce mécanisme amélioré simplifiera « l'architecture éducative mondiale » et confèrera plus de clarté et de transparence aux différents niveaux et domaines d'engagement ainsi qu'aux interactions des partenaires et des acteurs. Un tel mécanisme peut être formé de trois composantes :

- 1) Politique : cette composante est au cœur du Comité directeur ODD-Éducation 2030 renforcé, en liaison avec le Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF)) et soutenue

⁶² Le Cadre d'action Éducation 2030 (UNESCO, 2016) stipule que le mécanisme mondial de coordination sera réexaminé et adapté selon les besoins lors des Réunions mondiales sur l'éducation (Article 95).

par la co-organisation du CD ODD 4-Éducation 2030 et d'autres organismes multilatéraux ainsi que par des organisations régionales.

- 2) Financement : mobiliser un financement accru pour l'éducation conformément à l'agenda politique défini par le Comité directeur et conformément aux priorités des pays ; et parvenir à une harmonisation, équité et efficacité accrues du financement international.
- 3) Technique : fournir des données, des produits d'analyse et de connaissances pour informer les délibérations du Comité directeur.

Ainsi que cela est mentionné ci-dessus, le lien entre le mécanisme mondial de coordination, les plates-formes régionales de coordination et les mécanismes de coordination au niveau des pays devra être renforcé, car ce sont ces derniers qui informent et sont guidés par les orientations politiques et les priorités financières à l'échelle mondiale.

Après la Réunion GEM 2020, l'UNESCO convoquera un large groupe de travail représentatif et conduira un processus de consultation au cours des six mois suivants avec les parties prenantes et les acteurs concernés, en vue de présenter un projet de mécanisme mondial de coopération dans le domaine de l'éducation lors de la prochaine session ordinaire de la Réunion mondiale sur l'éducation en 2021.